



**Jour  
J-101**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**25/09/2019**

Mamadou Moussa

P13

**« L'Observatoire permettra de renforcer la confiance  
entre les acteurs de l'industrie financière de détail »**

Bonne gouvernance

P5

**N'Golo Coulibaly consulte Amadou Soumahoro**

P 2

**Ouattara aujourd'hui à Dimbokro, sa terre natale**

Côte d'Ivoire-Ghana

P6

**Le tracé de la frontière maritime adopté**

Fonction publique / Longue attente du premier salaire, traitement des actes administratifs, départ à la retraite...P8

**Issa Coulibaly : « Je ferai en sorte que les dossiers  
soient traités le plus rapidement possible »**

# Ouattara aujourd'hui à Dimbokro, sa terre natale

Le peuple agba attend, avec joie et enthousiasme, le Président de la République qui va séjourner dans la région du 25 au 28 septembre.

**L**e Président de la République, Alassane Ouattara, entame à partir d'aujourd'hui une visite d'Etat dans la région du N'Zi. Une région qui l'a vu naître le 1<sup>er</sup> janvier 1942, précisément à Dimbokro. Cette visite, nous ne l'assimilerons pas à un "retour au pays natal" puisque ce n'est pas la première fois qu'il se rend sur "ses terres". Il n'a pas coupé le cordon ombilical qui le rattache à cette région qui comprend, outre la ville de Dimbokro, celles de Bocanda et de Kouassi-Kouassikro, une sous-préfecture qu'il a érigée en département. De nombreux investissements y ont été faits, depuis son arrivée au pouvoir en 2011, dans différents domaines. Reprofilage des voies, électrification de plusieurs localités, autonomisation de la femme, encadrement de la jeunesse, santé... Cette région qui avait été laissée pour compte a recommencé à vivre. La visite d'Etat per-

PAR  
ETIENNE ABOUA

mettra de poursuivre la transformation démarrée depuis 2012. Comme on le

sait, le Chef de l'Etat n'effectue pas une visite dans une zone sans que celle-ci connaisse une métamorphose structurelle importante. On l'a vu transformer de nombreuses villes et plusieurs régions. On peut citer la région de La Mé. La route Adzopé-Yakassé-Attobrou n'est plus un cauchemar pour les populations. La circulation y est aisée. Il y a aussi les régions de Ififou et du Gôh qui ont bénéficié de plusieurs kilomètres de bitume et d'autres commodités de développement comme l'adduction en eau potable et le raccordement de nombreux villages au réseau électrique. Les régions de Gbéké et du Porô ont, elles aussi, eu droit à leurs infrastructures. Celle du N'Zi bénéficiera donc du coup de baguette magique "d'Ado solutions". Pour Dimbokro, Bocanda et Kouassi-Kouassikro, c'est Noël avant l'heure. Le Président Ouattara arrive aujourd'hui en famille, les bras chargés de cadeaux. De nombreux maux trouveront remède.



Des travaux ont été engagés à Dimbokro pour donner fière allure à la localité. (PHOTOS HONORÉ BOSSON)

**A**lassane Ouattara se rend aujourd'hui à Dimbokro, chef-lieu de la région du N'Zi, sa terre natale, dans le cadre de la visite d'Etat qu'il effectue du 25 au 28 septembre. Fiers de recevoir le plus illustre des Ivoiriens, leur frère, oncle, cousin... et neveu, les populations de la région du N'Zi, en général, et celles du département de Dimbokro, en particulier, s'impatientent de lui réserver un accueil digne d'un Président de la République. Ici, à Dimbokro, l'arrivée du Chef de l'Etat est une bonne lucarne. Dans les bureaux, les rues, les marchés, les villages et quartiers, toutes les populations sont convaincues que celle-ci aura de nombreuses retombées socio-économiques et culturelles dans la région. Hier, la joie d'accueillir le Président Ouattara se sentait partout dans la ville qui grouillait de monde. Difficile pour les automobi-

listes et autres piétons de circuler dans les grandes artères. Cars et véhicules personnels se disputent les voies avec les motocyclistes. Tous les fils et filles du N'Zi ont fait nombreux le déplacement, parce qu'ils ne veulent pas se faire

conter l'événement. Qui se veut historique voire mémorable. La ville de Dimbokro a fait sa toilette. Certes, elle était propre. Mais, beaucoup de travaux ont été réalisés, contribuant ainsi au charme de la cité

du bonheur partagé. A l'entrée de la ville, en provenance de Toumodi ou d'Abidjan, de lundi à mardi, des hommes étaient visiblement préoccupés à monter l'arc-de-triomphe. A côté, le stade Koné Samba Ambroise, lieu du

meeting de clôture prévu le 28 septembre, a connu une cure de jouvence : les murs repeints, les coiffures des tribunes refaites. Dans tous les quartiers, des femmes, munies de balais, nettoient les rues, tandis que des jeunes curent les caniveaux avec des pelles et râtaux. Dans la ville, des rues sont (re) bitumées, des arbres sont peints à moitié en blanc, signe de joie et de bonheur. Elles sont, presque toutes, pavoisées de drapeau du pays (Orange-Blanc-Vert). La préfecture, qui va abriter aujourd'hui le Conseil des ministres, a été réhabilitée. Les résidences des membres du corps préfectoral ont été rénovées. Les autorités administratives, les élus et tous les cadres, appuyés par des chefs traditionnels, ont mis tout en œuvre pour donner un cachet spécial à la visite d'Etat du Président de la République. ■  
EMMANUEL KOUASSI  
(Envoyé spécial dans le N'Zi)



La préfecture de Dimbokro accueillera le Conseil des ministres.

# • Utexi: l'espoir d'une réouverture

**A**u moment où le Président de la République Alassane Ouattara va fouler le sol de Dimbokro, nombreuses sont les personnes qui fondent beaucoup d'espoir quant à la reprise des activités de l'Utexi, poumon de l'économie de Dimbokro. Parmi celles-ci, le président directeur général de cette usine spécialisée dans la filature et la fabrication de tissu, fermée fin 2017. Accentuant l'angoisse et les mauvaises conditions de vie des travailleurs mis sur le carreau. Rencontré, hier, à sa résidence, à la Cité japonaise à Dimbokro, dans son salon qui, bien que vaste, ne traduit plus la grande aisance matérielle, Vassiliki Konaté, le Pdg, la voix enrouée d'émotion, a révélé les trois grands événements qui ont occasionné la fermeture de l'usine. « La revalorisation du Smig de 36.000 F Cfa à 60.000 F Cfa sans compter les 18.000 F pour le transport du travailleur. L'usine bénéficiait d'une prime préférentielle de l'électricité dans l'ordre de 70 à



Les populations espèrent des décisions fortes pour une ouverture pérenne de l'usine phare du N'Zi. (PHOTOS: HONORÉ BOSSON)

75% de rabatement. Celle-ci a été supprimée. Et, enfin, l'approvisionnement du coton était devenu difficile», raconte-t-il, amer. Vassiliki Konaté soutient, avec nostalgie, que l'Utexi, créée en 1973 par la volonté du Président Félix Houphouët-Boigny, père fondateur de la Côte d'Ivoire

moderne, « a marché, de 1973 à 1999 ». « Avant, l'Etat accordait une subvention de 2 milliards par an, et l'approvisionnement du coton, à travers la Cidit, était garanti ». Mais, souligne-t-il, les difficultés de l'usine ont commencé à se faire sentir en 1997, avec la privatisation de la Cidit. Et puis, il y eut le coup

d'Etat de 1999 qui a eu des répercussions sur l'Utexi. Des études ont été, par la suite, menées par l'Etat de Côte d'Ivoire pour voir comment relancer l'Utexi. Mais, avec la crise de 2002, l'Etat n'a pu tenir ses engagements. Peiné, il lit le code d'investissement: « La liberté d'accès aux matières pre-

mières brutes ou semi-finies produites sur le territoire national est garantie à tout investisseur. En cas de nécessité, l'Etat prend des mesures nécessaires pour garantir l'exercice effectif de la liberté d'accès aux matières premières. La liberté d'accès aux matières premières est subordonnée à l'application par l'investisseur concerné d'une politique d'achat garantissant aux producteurs une juste rémunération. L'Etat prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir les intérêts des producteurs en cas de nécessité ». En 2012, lorsqu'il prenait l'Utexi, des machines ne fonctionnaient plus. Des fromagers avaient, selon lui, poussé sur des toits. Il a investi plus de 5 milliards pour la reprise des activités de l'usine. Il a démarré avec 150 personnes pour, au fil du temps, atteindre, entre autres, 365 embauchés et des centaines de stagiaires. En 2015, les acquis, dit-il, avec joie, « ont été consolidés ». Des moyens financiers s'étant améliorés, le premier

responsable de l'Utexi va, fin 2015, racheter Cotivo, une usine spécialisée dans la fabrication des Jeans, à Agboville. Et en 2016, il obtint le Prix d'excellence pour la meilleure initiative de transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Ce n'est pas tout. Il a eu, après le Prix, celui du meilleur manager africain, à Paris. La joie procurée par ces lauriers fut de courte durée. Car, en 2017, les difficultés ont commencé à s'accroître. Il n'y a plus de coton, la matière première de l'usine. Les charges sont devenues insupportables: 30 à 40 millions de facture d'électricité à payer, la masse salariale s'élevait à 70 millions. Conséquence: fin 2017, l'usine est fermée. Pour la relancer, il faut, déclare Vassiliki Konaté, le Pdg, « 6 milliards de F Cfa ». Mais, pour assurer la pérennité de l'Utexi, il faut que la culture du coton soit une activité prioritaire dans la zone et ailleurs, parce qu'elle est rentable. Tel est le vœu du premier responsable. ■

EMMANUEL KOUASSI

# • Kouassi-Kouassikro se fait belle

**A** l'image des élèves du groupe scolaire de Kouassi-Kouassikro, que nous avons vus hier à notre arrivée dans la localité, en train de rendre propre la devanture de leur établissement, c'est toute la population qui a fait des efforts pour que le séjour du Chef de l'Etat dans la cité soit agréable. A deux jours de l'arrivée du Président de la République, Kouassi-Kouassikro a bel et bien fait sa toilette. Toute les rues de la ville ont été reprofitées et électrifiées, les artères nettoyées et parées du drapeau national. Tout laisse donc croire à un événement heureux. Le préfet du département, préfet par intérim de la région du N'Zi, N'Guessan Kouakou Germain, nous donnera l'assurance que Kouassi-Kouassikro est prête: « A deux jours de l'arrivée du Président de la République, tout est fin prêt pour l'accueillir. Comme je l'ai dit précédemment, il est considéré comme un messie, donc tout le département est prêt pour l'accueillir. Les travaux des points stratégiques de son passage ici sont prêts, à savoir la résidence du pré-



Le maire de la commune et sénateur de la région, Bertin Kouadio, a mis les bouchées doubles pour donner un nouveau visage à sa localité. (PHOTOS: HONORÉ BOSSON)



fet dont la réhabilitation est terminée ainsi que son ameublement, l'héliport est également prêt, le circuit de son parcours et le lieu du meeting sont aptes. Jeudi, ce sera la fête". Toutes les réalisations sont visibles. Le préfet est confiant que les populations vont déferler de tous les villages pour se ren-

dre au chef-lieu du département, car tous les hameaux ont été sensibilisés. Le maire de la commune et sénateur de la région, Bertin Kouadio, est, quant à lui, fier de l'engagement qui se constate dans la ville. « Pour nous, c'est un événement exceptionnel, cette visite d'Etat sera inoubliable, car c'est la première

fois qu'un Président de la République en exercice foule le sol de Kouassi-Kouassikro. L'engagement est visible au niveau des populations. Ce sera une grande mobilisation, car cette visite apportera le développement », nous a-t-il dit. Et de commenter les travaux réalisés à cette occasion: « Cela fait deux

semaines que les machines sont à pied d'œuvre. Les choses se passent bien. Nous allons nous organiser pour avoir un suivi après le départ du Président Ouattara, afin que les travaux puissent continuer ». Le maire soutient qu'une bonne organisation a été mise en place et l'événement se déroulera comme

tout le monde le souhaite. Surtout, il a rassuré qu'après avoir parcouru tous les villages, les populations sont mobilisées et le seront jusqu'au départ du Chef de l'Etat. En attendant ce jour, les préparatifs continuent à l'image de la fanfare municipale que nous avons surprise en pleine répétition dans la cour de la mairie. Même les villages situés en bordure des voies Dimbokro - Kouassi Kouassikro ou Bocanda - Kouassi Kouassikro et qui ne verront pas le passage d'Alassane Ouattara ont également fière allure. D'ailleurs, les cadres Kouassi Martin et Boussou Eugène, tout comme le président des jeunes, Kouadio Bertin, disent que jusqu'au dernier moment, des choses seront faites pour que dans tous les hameaux l'on sente que le Président arrive dans le département. Konan Jeannette, une des restauratrices de l'établissement servira de cadre de repas à de nombreuses populations se dit également prête à satisfaire toutes les clientèles. Kouassi-Kouassikro attend donc impatientement son fils pour une communion totale. ■

EDGAR YEBOUE

# • Bocanda fait sa toilette pour recevoir le Chef de l'État



La ville de Bocanda a fait peau neuve pour recevoir le Président de la République, Alassane Ouattara. (PHOTOS: HONORÉ BOSSON)

La ville se prépare à accueillir l'hôte de marque. Un grand poster du Chef de l'Etat, les deux mains levées en guise de salutation, portant l'inscription "Bienvenue au Président de la République Alassane Ouattara dans la région du N'Zi", à l'entrée de la ville en provenance de Dimbokro, rat-teste bien. Les bas-côtés de la voie ont été désherbés et remblayés. Les bulldozers, à l'œuvre, déversent les premières couches de bitume sur cette artère principale. Un peu plus loin, des hommes s'affairent à dresser l'arc de triomphe devant marquer le point de départ de la visite à Bocanda. Le stade municipal, situé dans le secteur administratif, est en plein aménagement pour abriter le

meeting. Les hautes herbes ont été taillées. Le sol a également été renforcé avec du gravier. Les techniciens sont à la tâche pour dresser la cinquantaine de baches disposées ici et là. «D'ici 18h, nous allons finir de monter toutes les baches», rassure Oumar Ouattara, le responsable des travailleurs que nous avons surpris en plein boulot en cette matinée. Au centre commercial, des travaux d'embellissement de la ville sont également en cours. Des jeunes gens, pelles en main, curent les caniveaux. Un groupe de jeunes filles, arborant des chasubles et munies de balais dépeussaient l'asphalte. Avec entrain et chantant en chœur, leur geste est synchronisé. La poussière qu'elles soulèvent par leurs

activités ne semble aucunement déranger les passants et les tenancières des étals qui bordent les voies. «C'est pour la bonne cause. Elles nettoient la ville pour accueillir le Président de la République. Ce n'est pas tous les jours que nous avons ce genre d'occasion. Pour une fois, nous allons nous accommoder de cette situation», confie Mathurin Kouassi, pour justifier l'action de ces balayeuses de circonstance. Nous l'avons trouvé devant un magasin de vente d'articles. Approchées et interrogées sur les raisons de leur initiative, ces filles, par la voix d'Affoué Laure, déclarent que ce sont les autorités municipales qui les ont mises à la tâche. «Nous sommes au moins une vingtaine. Nous avons été recrutées par la

mairie pour nettoyer les rues du commerce. Nous sommes heureuses de faire ce travail. Parce que c'est notre contribution, une manière de dire au Président de la République que nous sommes contentes de le recevoir chez nous», s'est-elle exprimée. La jeune fille soutient, par ailleurs, qu'à travers la visite du Chef de l'Etat, ses camarades et elles attendent également la venue de la Première dame avec ses dons de Fatci. «Nous avons besoin de soutien pour lancer nos activités. Nous attendons donc beaucoup de cette maman au cœur d'or», s'est-elle félicitée, toute heureuse. Francis Kouamé, un résident visiblement content de voir le Président Ouattara fouler son sol, qualifie cette visite d'historique. «Nous

sommes aux anges. A chacun de ses déplacements, le Président apporte le développement. Nous avons été informés d'ailleurs qu'il donnera le premier coup de pioche du bitumage de la voie Dimbokro- Bocanda. Cette nouvelle me réjouit au plus haut point», s'est-il satisfait. Contrairement à Dimbokro où l'effervescence autour de la visite du Chef de l'Etat est perceptible, Bocanda est peu enthousiaste. Ses rues sont peu chaleureuses. Diaby Yacouba, le premier adjoint au maire, apporte un début de réponse à ce constat. «Vous savez, le Président de la République n'arrive à Bocanda que le vendredi. Nous avons encore du temps. Nous avons mis l'accent sur la mobilisation de proximité dans

les villages et campements», a-t-il justifié. Puis de préciser «Dès demain (aujourd'hui Ndr) nous allons commencer le revêtement du sol. Il pleut beaucoup ici, raison pour laquelle, nous ne l'avons pas encore fait». Notre interlocuteur affirme également que la ville sera pavoisée aux couleurs nationales (orange-blanc-vert) pour souligner la solennité de l'évènement. Il a regretté le fait que des individus malintentionnés n'hésitent pas à voler les drapeaux qu'ils disposent dans la ville. «Raison pour laquelle, nous n'avons pas encore fait le pavoisement», a-t-il fait savoir. Avant de rassurer que Bocanda sera à la hauteur de l'évènement. **KANATE MAMADOU** ENVOYÉ SPECIAL



Les préparatifs pour accueillir le Président de la République à Bocanda, le vendredi 27 septembre, vont bon train. C'est l'assurance que nous a donnée le premier adjoint au

maire de cette ville, Diaby Yacouba, à la faveur d'un échange, hier, dans les locaux de la mairie. Occupé à donner des directives aux hommes placés sous son contrôle, dans le cadre de la visite du premier des Ivoiriens

## Diaby Yacouba, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Bocanda " Plus de 10 mille personnes viendront communier avec le Président "

riens sur ses terres, le collaborateur du premier magistrat de Bocanda, Kramo Kouassi, a promis de faire honneur au Chef de l'Etat à travers une mobilisation exceptionnelle. «Nous sommes en train d'enchaîner les réunions comme vous pouvez le constater. Nous sommes sous pression. Car nous voulions relever le défi de la mobilisation. Nous sommes en train de peaufiner les derniers réglages. Je peux assurer que, vendredi, plus de 10 mille personnes seront dans la ville de Bocanda pour communier avec le Président de la République, Alassane Ouattara », a-t-il informé, entouré de ses collaborateurs. Diaby Yacouba, président de la commission logistique et aménagement des sites, a

tenu à préciser que pour la mobilisation, plusieurs commissions ont été mises en place. Il a également fait savoir que des dispositions pratiques ont été prises pour investir les villages et campements de Bocanda en vue de mobiliser les populations villageoises pour ce rendez-vous que le Chef de l'Etat prend avec les Ivoiriens de cette localité. « Actuellement, les réunions se tiennent dans les sous-préfectures de Bocanda, N'Zekressessou, KouadiobliKro et Bengassou pour informer nos parents sur l'importance de la présence du Chef de l'Etat chez nous. Tous veulent donc être à la fête. Nous craignons de ne pouvoir faire venir tout le monde tellement les gens sont motivés et enthousiastes de vivre cet évènement

avec leur Président », a-t-il expliqué. Le premier adjoint au maire a, en outre, déclaré que pour la réussite de cette visite, de nombreuses dispositions ont été arrêtées. L'une d'elles consiste, à l'en croire, à dégager les axes et l'artère principale de la commune des emprises des commerçants. Il a aussi indiqué que des jeunes ont été, pour la circonstance, recrutés pour renforcer la sécurité lors du meeting et des sites stratégiques de la ville. A notre entrée dans la mairie en cette journée d'hier, nous avons justement vu ces jeunes en plein rassemblement dans la cour. Ils recevaient de petites formations utiles et rapides en matière de sécurisation d'une cérémonie d'envergure. Des femmes étaient

également là. Interrogée, l'une d'elles a confié que ses "soeurs" et elle sont venues se mettre à la disposition des autorités municipales dans l'optique d'apporter leur contribution à la cérémonie de réception du Président Ouattara. C'est certainement au vu de toutes ces initiatives prises que Diaby Yacouba a soutenu que la venue du Chef de l'Etat dans le département de Bocanda sera un évènement mémorable. Il a, dans cette perspective, invité tous les fils et filles de cette circonscription à se mobiliser en faisant fi de leurs chapelles politiques, en ce sens que par cette visite d'Etat, c'est Bocanda qui est honoré en recevant, sur son sol, le Président de tous les Ivoiriens. **K. MAMADOU**

# Bonne gouvernance N'Golo Coulibaly consulte Amadou Soumahoro

L'Assemblée nationale et la Haute autorité pour la bonne gouvernance ont décidé d'unir leurs forces dans la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire.

L'union fait la force ! Conscientes de cette réalité, l'Assemblée nationale et la Haute autorité de la bonne gouvernance ont décidé d'aller en guerre contre la corruption en unissant leurs forces, main dans la main. C'est le sens du renforcement de la collaboration que viennent d'annoncer N'Golo Coulibaly, le patron de la haute autorité, au terme d'une audience que lui a accordée le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, le 23 septembre. « Cette collaboration mettra les différents services en synergie afin de réfléchir à des mécanismes de solution appropriés pour lutter contre la corruption qui mine l'économie nationale », rapporte une note du Parlement ivoirien. Dans son intervention, à la fin de l'audience, le président de la Haute autorité pour la



Le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, a reçu en audience à son cabinet le patron de la Haute autorité pour la bonne gouvernance, N'Golo Coulibaly.

bonne gouvernance s'est dit satisfait de cette rencontre, face à la promptitude avec laquelle son homologue de l'Assemblée nationale a favorablement répondu à sa demande d'audience. Les deux autorités ont

échangé sur des sujets d'intérêt commun. Entre autres, les règles d'éthique au cœur de l'arsenal juridique des parlementaires et la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire. Le patron de la Haute autorité s'est réjoui

également de la richesse des échanges qu'il a eus avec le président du Parlement. Il a, à juste titre, révélé qu'avec lui, ils ont décidé de renforcer la collaboration entre les deux institutions.

MARCEL APPENA

# Présidentielle 2020 Les communicateurs du Rhdp s'engagent pour la victoire

Le Groupe des communicateurs du Rhdp engagés pour la victoire en 2020, avec à sa tête, le député Zié Coulibaly, est en ordre de bataille. Il a organisé un atelier, lundi dernier à l'hôtel Tiama, au Plateau, pour plancher sur la stratégie de communication à mettre en œuvre pour reconduire le parti des Houphouëtistes à la tête de la Côte d'Ivoire. A la séance de restitution, au terme de la rencontre, le secrétaire général, Macaire Dagny, a porté à la connaissance des participants, les résolutions, au nombre de dix. Entre autres, « mettre en place une stratégie de communication de proximité en installant des points focaux dans chaque localité ». Question de « mettre en lumière les actions du président, de façon sectorielle ». Ils entendent, par ailleurs, mettre en œuvre un programme intitulé « Les bâches du Rhdp », ainsi qu'un centre de documentation et « un réseau des hommes de médias pour promouvoir les actions et projets du candidat du Rhdp ». Une messagerie du militant et un numéro vert sont, en outre, au nombre des actions que comptent initier les communicateurs engagés pour la victoire des Houphouëtistes.

« Une cellule de veille communicationnelle et une caravane d'animation, de sensibilisation et de promotion des actions du gouvernement » sont aussi envisagées. A la tête de ce groupe de communicateurs, Zié Coulibaly a traduit l'engagement et la disponibilité des membres à mettre tout en œuvre pour porter haut le flambeau du Rhdp au soir du premier tour de la présidentielle d'octobre 2020. Il a indiqué que la mise en œuvre des résolutions prises permettra de mettre KO les adversaires des Houphouëtistes. Meité Souleymane, représentant le président de l'Assemblée nationale a mis en mission les membres de ce groupe. « Allez, parcourez villes, villages et hameaux pour amplifier et traduire le programme de société du Rhdp. Votre mission est plus que capitale », a-t-il exhorté. Cet atelier était placé sous le haut patronage du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly et sous le patronage du Président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro; ainsi que sous la présidence du ministre Adama Bictogo, Directeur exécutif du Rhdp et sous les co-parrainages des ministres Danho Paulin et Siandou Fofana. ■

M. APPENA



**UMOA-Titres**  
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics

## ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS RESULTATS DE L'EMISSION SIMULTANÉE D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DE GUINÉE-BISSAU DU 17 SEPTEMBRE 2019

L'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mardi 17 septembre 2019, à la demande de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor de Guinée-Bissau, l'émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor respectivement à trois (3) et cinq (5) ans pour un montant de 10 milliards.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics de Guinée-Bissau en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 17 septembre 2019, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (F CFA)	25 631 470 000
Dont ONC	1 000 000 000
Montant retenu (F CFA)	11 000 000 000
Dont ONC	985 170 000
Taux de couverture	256,31%

Emission simultanée du 17 septembre 2019	OAT 3 ANS	OAT5 ANS
Montant global des soumissions (F CFA)	12 539 980 000	13 091 490 000

Dont ONC	1 000 000 000	0
Montant retenu (F CFA)	3 940 710 000	7 059 290 000
Dont ONC	985 170 000	0
Prix Marginal	98,5000%	96,6100%
Prix Moyen Pondéré	99,1814%	97,6401%
Rendement Moyen Pondéré	6,80%	7,22%
Nombre soumissions	22	28
Nombre de participants	11	10
Taux d'absorption	31,43%	53,92%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public de Guinée-Bissau, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 17 septembre 2019

Le Directeur  
Adrien DIOUF

BP : 4709 Dakar RP-Sénégal - Tél. : +221 33 839 10 10  
E-mail : [agenceumoaTitres@umoaTitres.org](mailto:agenceumoaTitres@umoaTitres.org)  
[www.umoaTitres.org](http://www.umoaTitres.org)

# 74<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Onu Duncan invite les investisseurs américains à venir en Côte d'Ivoire

Entre audiences et déclarations devant les Chefs d'État, le vice-Président ivoirien déroule un agenda bien fourni à New York.

**E**n marge de la 74<sup>e</sup> assemblée générale de l'Onu, le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, a pris part lundi à New York à un panel de haut niveau. Conjointement organisée par le conseil d'entreprise sur l'Afrique (Corporate Council on Africa) et la Chambre américaine du commerce, la rencontre a réuni plusieurs Chefs d'État, le Secrétaire d'État au commerce, Hon Wilbur Ross et des firmes américaines. A l'ordre du jour, le renforcement des instruments de partenariat entre les deux parties.

A l'occasion, Kablan Duncan a rassuré les investisseurs des Usa à venir en Côte d'Ivoire, un pays qui offre de plus en plus d'opportunités, qui dispose d'un environnement des affaires de plus en plus assaini et constitue une porte d'entrée dans la sous-région.

« Nous aimerions avoir davantage de Pme. Mais il faudrait concevoir un partenariat où tout le monde peut gagner entre secteur privé et secteur public », a-t-il plaidé, mettant en avant les opportunités en matière de transformation du cacao et de la noix de cajou dont le pays est gros producteur.

« La communauté des États unis doit être plus active, plus dynamique. Pas seulement pour les grosses entreprises, mais aussi les Pme », a-t-il insisté devant un riche aéropage d'hommes d'affaires réunis au Lotte Palace hotel.

Et l'État ivoirien, selon le vice-Président, s'efforce de baliser le cadre. De 5 mille kilomètres de fibre optique, la Côte d'Ivoire passera à 7 mille kilomètres à l'horizon 2020. De sorte que les opérateurs économiques voulant s'installer sur le territoire pourront se connecter partout. De plus, l'économie numérique sur le sol ivoirien brasse plusieurs milliards de Fcfa en transactions financières. En sus, le gouvernement va opérationnaliser la Couverture maladie universelle à 30% de personnes en 2020, puis à 100% de personnes à l'horizon 2030. Après une crise qui a fait plusieurs milliers morts et lessivé des pans entiers de



Le vice-Président, Daniel Kablan Duncan a participé à un panel de haut niveau. (PHOTO.VICE-PRÉSIDENCE)

l'économie ivoirienne, le leadership et la vision du Président Alassane Ouattara ont permis de remonter rapidement la pente, grâce à une croissance soutenue de 8% de 2011 à 2019.

Et l'ambition demeure de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Un pari trop gigantesque? « La volonté existe, on peut toujours réussir », a rassuré Kablan Duncan. « Nous sommes engagés à accompagner le partenariat avec l'Afrique », a indiqué, de son côté, le Secrétaire d'État américain pour le commerce, Hon Wilbur Ross, pour qui le temps est venu pour l'Afrique de cesser d'être un simple réservoir de matières premières.

L'Afrique, aux yeux de M. Hon, est un endroit « très transformatif » avec son taux de croissance moyen de 3% et un marché de plus d'un milliard d'âmes. Le continent devient pour les États-Unis un partenaire privilégié. Les chiffres, selon le Secrétaire d'État, sont déjà prometteurs, puisque 40% des investissements en Afrique sont américains. Ce qui fait plus 9 milliards de dollars par an.

« Si vous ne travaillez pas en Afrique, vous ne travaillez pas », a déclaré Wilbur Ross. Mais pour lui, le slogan doit être désormais, « les échanges commerciaux et non plus l'assistance ». Reste à rendre l'environnement sécuritaire et institutionnel plus propice aux affaires. Reste aussi à for-

mer la jeunesse qui représente les trois quarts de la population africaine et à renforcer le leadership des femmes. D'où l'initiative pour la prospérité de l'Afrique lancée par les États-Unis. Quinze organismes sont à pied d'œuvre à cet effet, avec comme cœur de ce réacteur économique

l'Act of Opportunity (Agoa). « Nous sommes engagés à accompagner le partena-

riat avec l'Afrique », a insisté Hon Wilbur. La zone de libre échange africaine appelée par tous devrait ouvrir de véritables autoroutes sur le front des échanges.

La santé, selon les intervenants, doit être une des voies prioritaires d'investissement, surtout par l'apport de la technologie dans les soins, notamment au niveau du paludisme, l'une des premières causes de mortalité en Afrique.

Avec 120 années de présence en Afrique, le groupe Général Energie s'engage, lui, à renforcer ses activités. Il intervient en Côte d'Ivoire avec la Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (Ciprel) et la centrale thermique d'Azito. Cette dernière fournit le tiers de la consommation en énergie électrique (Ciprel) et la centrale thermique d'Azito. Cette dernière fournit le tiers de la consommation en énergie de la Côte d'Ivoire. Pour Farid Fezoua, Pdg Afrique du groupe, le défi passe surtout par la formation sur

place d'ingénieurs de haut niveau. Parmi les participants à ce panel de New York figuraient notamment le Président ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et celui du Niger Issoufou Mahamadou, également président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

BENOIT HILLI  
ENVOYÉ SPÉCIAL À NEW YORK

## Côte d'Ivoire-Ghana Le tracé de la frontière maritime adopté

**L**a Côte d'Ivoire et le Ghana ont paraphé hier les documents relatifs aux cartes qui délimitent la frontière maritime entre les deux pays. Cette signature intervient au terme de la 3<sup>e</sup> rencontre des experts du Comité mixte ivoiro-ghanéen, en charge de la mise en application de la décision du Tribunal international du droit maritime (Tidm), tenue à Abidjan, les 20 et 21 septembre 2019.

« La Côte d'Ivoire et le Ghana ont procédé officiellement à la signature de cartes présentant les lignes frontières maritimes entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, dans l'océan atlantique », indique le communiqué final, au cours de la clôture de la rencontre, au ministère des Affaires étrangères, à Abidjan-Plateau, le 21 septembre. « Les points marqués sur

la carte sont le fait du Tribunal international du droit maritime. Mais relier ces points relève de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Ce sont donc les deux pays qui viennent de délimiter la frontière de l'océan Atlantique qui nous lie », a expliqué, Le Médiateur de la République, Adama Toungara, qui conduisait la délégation ivoirienne.

Le communiqué qui comporte cinq points clés, indique par ailleurs que les institutions compétentes des deux pays devront étudier la faisabilité d'un projet de construction d'une centrale thermique, à leur frontière. Cette infrastructure devrait être fournie en gaz naturel en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire. « Une telle initiative s'inscrit dans le sens de la mise en application du cadre stratégique de coopération entre les deux pays », a situé

cette note officielle. Les documents ont été signés par le Médiateur de la République Adama Toungara et le ministre d'Etat ghanéen Yaw Osafo-Maafa, les chefs des deux délégations. « Nous venons dessiner les cartes des frontières communes entre nos deux pays, conformément à la décision du Tribunal international de la mer.

La délégation ghanéenne que j'ai l'honneur de conduire est heureuse. Il est clair que cela va nous permettre de poursuivre de fructueux échanges dans les travaux à venir », s'est réjoui le ministre d'Etat ghanéen, à la fin de la cérémonie.

La signature des documents relatifs à la carte délimitant la frontière maritime s'inscrit dans le processus de l'accord-cadre de coopération en matière de frontière mari-

time et de nos ressources en hydrocarbure et autres ressources naturelles, dont l'analyse a débuté hier par les experts de la Côte d'Ivoire et le Ghana. Raison pour laquelle, « il y a un travail très important que nous avons eu à faire. Après cette analyse, nous entendons le faire évoluer positivement lorsque nous nous retrouverons prochainement au Ghana », a précisé le Médiateur de la République. La rencontre d'Abidjan, jeudi et vendredi, est la troisième réunion des experts ivoiriens et ghanéens, commis à la tâche, pour le tracé de la frontière maritime de la Côte d'Ivoire et du Ghana, au terme du verdict rendu en 2017 par le Tribunal international du droit de la mer. Les deux pays avaient eu un malentendu au niveau de leur frontière maritime.

MARCEL APPENA

Lutte contre la déforestation

# Le projet Redd+ très apprécié dans La Mé

Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Pr Joseph Séka Séka a effectué récemment une visite de plusieurs chantiers du mécanisme Redd+ dans la région de La Mé.

Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Pr Joseph Séka Séka, a effectué une visite de terrain dans la région de la Mé, récemment. Il y était pour s'enquérir de l'avancement des activités du projet Redd+ (Réduction des émissions de gaz à effet de serre dû à la déforestation et la dégradation des forêts Ndr) dans la région. Une parcelle de cacao bio et un centre de santé en cours de réhabilitation dans le village de Diasson, des fours améliorés Altona et Banda pour le fumage du poisson à Adzopé et un site de production de charbon bio à partir des cabosses de cacao à Affery, étaient les principales cibles de la visite. « En tant que tutelle du projet Redd+, il était bon que nous puissions venir voir les réalisations du projet et nous enquérir des difficultés rencontrées par les populations dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets en vue de recadrer les choses et bonifier les impacts positifs pour que nos populations puissent améliorer leurs conditions de vie à travers ce



Le ministre Joseph Séka Séka (au premier plan) a apprécié de visu les actions du mécanisme Redd+ dans La Mé. (PH : DR)

projet Redd+ », a expliqué le ministre à la dernière étape de sa visite. Et d'ajouter que face à la déforestation et à la dégradation des forêts ivoiriennes, « il fallait prendre des mesures pour préserver et restaurer le couvert forestier ivoirien d'où l'engagement de la Côte

d'Ivoire dans le mécanisme Redd+ en Juin 2011 ». La dernière étape de la visite du ministre de l'Environnement est un site de production du charbon bio à partir de cabosse de cacao et de fabrication d'équipement de cuisson amélioré adapté pour un usage

domestique. Ce charbon, à en croire les personnes qui l'ont déjà expérimenté, dure plus longtemps et émet moins de cendre et de fumée. Avant cette étape, la délégation du ministre avait rencontré, dans le village de Diasson, des planteurs qui bénéficient de l'appui

et de l'encadrement de la Redd+. Ces derniers ont reconnu « l'apport considérable de la Redd+ » dans leurs activités. À Adzopé, le ministre a

visité des fours améliorés pour le fumage de poisson. C'est un projet unique dans la région visant à réduire la pénibilité du travail et à valoriser la biomasse locale pour le fumage du poisson. Détourner les populations des forêts et autres espaces protégés tout en contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie, telle est la vision de la Redd+ appelée par son coordonnateur, le colonel Ernest Ahouou Kouamé. D'un coût global de 1,6 milliard de F Cfa, le projet Redd+ dans la Mé s'achève, fin 2019, avec une possibilité de prolongation de six mois afin de finaliser les actions de sécurisation foncière, à indiqué pour sa part Joachim Lezou, chargé de projets agriculture, environnement et développement local à l'Agence française de développement (Afd), l'un des principaux partenaires du projet.

FAUSTIN ÉHOUMAN

## Promotion de l'innovation Porteurs de projets et investisseurs se concertent à Abidjan

La Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci) à Abidjan-Plateau, en collaboration avec ses partenaires que sont la Confédération permanente des chambres de commerce africaines et francophones (Cpccaf) et le Land of African Business (Lab), organise la 1ère édition de la Semaine africaine de l'innovation (Sai). Annoncé par ses organisateurs au cours d'une conférence de presse, récemment à la Cci-Ci, cet événement se tient du 30 septembre au 4 octobre, dans les locaux de l'institution consulaire. À en croire Emmanuel Dobré, chef du projet, la Semaine africaine de l'innovation a été initiée afin de répondre aux nouveaux défis en matière de promotion des entreprises. Aussi, a-t-il ajouté, l'événement s'articulera autour de deux activités majeures dont les Assises africaines de l'intelligence économique (Aaie) au cours desquelles sera présentée une plateforme francophone visant à créer des relations d'affaires



Les organisateurs ont expliqué le contenu et les enjeux de l'évènement. (PH : DR)

entre les entreprises et la communauté des investisseurs ainsi que tous les acteurs importants de l'environnement de l'entreprise. L'autre activité majeure est l'Africa rethink awards (Ara), qui récompense les meilleures start-up dans divers domaines innovants. Au moins 200 participants sur chacune de ces deux

activités de la Sai 2019. Les participants sont attendus de plusieurs pays africains et européens dont la France. Le président de la Cci-Ci, Faman Touré, a assuré les organisateurs de son entière disposition à les accompagner afin de faire de cette première édition une grande réussite. Plus

ieurs personnalités du monde des entreprises dont le ministre en charge de l'investissement privé, Emmanuel Essis, sont annoncées pour la cérémonie d'ouverture.

F. ÉHOUMAN

## Recasement des commerçants déguerpis d'Adjamé

### La Fenacci appelle le Premier ministre à l'aide

Soumahoro Farikou, le président de la Fédération nationale des commerçants de Côte d'Ivoire (Fenacci), a appelé, hier (25 septembre 2019) le chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, à l'aide dans le cadre du recasement des commerçants déguerpis récemment le long du Boulevard Nanguy Abrogoua, dans la commune d'Adjamé. « Nous commerçants de Côte d'Ivoire, lançons un appel à Son excellence monsieur Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, afin qu'il mette à notre disposition (mairie et commerçants) l'espace de l'an-

cienne Casse, sur la route d'Abobo », a déclaré le président au siège de la mairie d'Adjamé. Vu l'intérêt de la question, les commerçants sont venus nombreux écouter leur président, par ailleurs maire d'Adjamé. Cette commune se présente comme l'une des plus importantes plateformes commerciales du pays. « Excellence monsieur le Premier ministre, nous faisons un plaidoyer afin que vous nous aidiez à obtenir ce site à titre provisoire », rappelle Soumahoro Farikou. Ces commerçants déguerpis, selon le premier magistrat de la commune, rapportaient à la mairie, au quotidien, 1,5 million de F Cfa au minimum.

A. KOUAO

## Erratum

Dans l'article intitulé « Duncan appelle les États à passer aux actes » publié dans notre parution du mardi 24 septembre 2019, il est écrit : « (...) Le gouvernement ivoirien a engagé des réformes en vue de reboiser 20% de sa forêt détruite ». Il faut plutôt comprendre que l'objectif du gouvernement, à travers les réformes qu'il opère, est de permettre à la Côte d'Ivoire de recouvrir 20% du territoire national de forêt à l'horizon 2045, contre environ 11% actuellement.

Fonction publique / Longue attente du premier salaire, traitement des actes administratifs, départ à la retraite...

# Issa Coulibaly : « Je ferai en sorte que les dossiers soient traités le plus rapidement possible »

Le ministre de la Fonction publique, invité à la tribune de Fraternité Matin, insiste sur la célérité avec laquelle les dossiers seront traités.

## Echanges avec les journalistes

### Premier haut fonctionnaire des douanes à accéder au grade de Général

Je dois dire qu'effectivement, pendant longtemps, l'avancement dans ces corps paramilitaires s'arrêtait au grade de Colonel-major. Mais cela ne signifie pas que l'avancement au grade d'officier Général n'était pas prévu. Depuis un moment, des réformes ont été entreprises et il y a un texte portant port de l'uniforme et le galonnage qui a été pris en 2015 et qui autorise la nomination à ces grades d'officiers généraux. Mais, ce sont des nominations qui sont laissées à la discrétion du Président de la République qui apprécie, selon vos états de service, les performances que vous avez réalisées... Pour ce qui concerne la douane, vous savez que des objectifs sont affichés au début de chaque année et que vous devez atteindre. Généralement, dans le secteur privé, vous avez droit à des bonus ou des dividendes lorsque vous atteignez 85 voire 90 % des objectifs assignés. Alors que dans le public, notamment à la douane, c'est plutôt ce que

vous n'avez pas pu réaliser qui attire l'attention. Au cours d'une cérémonie officielle, le Président de la République nous avait informés de ce qu'il nous élèverait au grade de Général si nous atteignons 113 % de taux de réalisation, alors que nous étions à 96 %. Le Chef de l'Etat a tenu sa promesse lorsque nous avons atteint l'objectif de 113 % l'année qui a suivi. C'est parce que tous les agents ont contribué à l'atteinte de ces résultats qu'il nous a nommé au grade d'officier Général. C'est ainsi que nous avons été nommé, conformément aux textes qui existaient déjà. Il ne s'agit donc pas d'une opération spontanée ou sortie ex nihilo. Nous sommes convaincus que les officiers des autres corps paramilitaires bénéficieront de cet avancement s'ils répondent aux critères et s'ils sont inscrits au tableau des avancements. Donc, c'était un constat empirique. Mais il n'y avait pas de textes qui consacraient et limitaient c'était un constat empirique. Mais il n'y avait pas de textes qui consacraient et limitaient l'avancement des officiers paramilitaires et qui les confinaient au grade de Colonel-major comme étant le grade le plus élevé de leur profession. Et Dieu merci, un second a été nommé à ce grade. Et nous imaginons



(PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

que c'est parce que les choses se passent bien que cela se poursuit.

### Longue attente du premier salaire...

C'est vrai que ces attentes se faisaient très longues, au ni-

veau des enseignants. Mais aujourd'hui, grâce à toutes les mesures que nous avons prises, notamment avec l'informatisation et la réorganisation des services, il y a un guichet spécifiquement dédié au traitement de ces dossiers, notamment du corps

enseignant, parce que ce sont les plus nombreux. Ils sont plus de 60% de l'effectif de la Fonction publique. Après eux, c'est le secteur de la santé. Plusieurs étapes doivent être parcourues, avant que le dossier n'arrive au ministère de la Fonction publique pour que cet acte,

qu'on appelle arrêté de premier mandatement, soit signé. Si vous prenez par exemple, le corps des enseignants, notamment celui des enseignants du primaire, lorsqu'un instituteur est formé au Cafop, et qu'il va sur le terrain, il faut une inspection pour qu'il soit titularisé. Car, c'est un corps, comme tant d'autres, où le bricolage n'est pas permis. Lorsque les évaluations pédagogiques ne sont pas faites correctement, cela se ressent sur la qualité de l'enseignement. Donc il faut que ces inspections se fassent et souvent, cela met du temps. Même lorsque l'inspection est faite, il faut que l'inspecteur transmette le dossier au directeur départemental, qui va le transmettre à son tour au directeur régional ainsi de suite. La chaîne est longue. Chacun devra apprécier le dossier. En plus de cette certification, sachez aussi que ce n'est pas la Fonction publique seule qui intervient dans le traitement des dossiers ; plusieurs structures doivent faire leur part. Ce qui fait que parfois, l'attente du premier salaire est longue. Mais j'avoue que par le passé, c'était beaucoup plus. Mais depuis que nous sommes passés à la gestion informatisée, nous gagnons



Les journalistes ont participé activement aux échanges. (PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

« Nous sommes convaincus que les officiers des autres corps paramilitaires bénéficieront de cet avancement s'ils répondent aux critères et s'ils sont inscrits au tableau des avancements. Donc, c'était un constat empirique. »

véritablement en temps. Nous sommes entre 2 et 6 mois pour le traitement des dossiers.

En tout cas, tout est fait pour que ces premiers mandements sortent dans les meilleurs délais.

Pour les jeunes dames qui se retrouvent à l'intérieur du pays, sans aucune ressource, le fait que les actes ne sortent pas vite, contribue à les fragiliser davantage.

Pareil pour les retraités. Je ferai en sorte que les dossiers soient traités le plus rapidement possible. Chacun de nous est un potentiel retraité. Et c'est à ce moment qu'on est le plus fragile. C'est donc à ce moment-là qu'on devrait mettre beaucoup de soin à accueillir ces personnes-là.

Et je ne veux plus voir des gens venir avec des cannes, attendre pendant des jours et des jours un papier.

On doit intégrer la culture du résultat, de la performance dans les objectifs qu'on vous assigne. Ces dossiers-là doivent être traités avec la plus grande célérité. C'est pour cela que je ne veux plus qu'on demande à des fonctionnaires d'aller chercher un certificat de prise de service, alors que ce document a été édité par la fonction publique elle-même.

Au moment où l'agent entrait à la Fonction publique, il a constitué un dossier qui comprenait tous les documents nécessaires. Donc nous devrions avoir nous-mêmes ces actes-là.

C'est pour cela que les archives ont été digitalisées. Et lorsqu'un fonctionnaire doit aller à la retraite, s'il lui est requis certificat de première prise de service, la Fonction publique doit s'organiser pour trouver elle-même le document en question.

Je ne peux pas comprendre que le ministère qui a édité lui-même ce document ne puisse pas l'avoir et que c'est celui à qui on a donné juste une copie et qui a travaillé pendant 30 à 40 ans qui devrait l'avoir au moment où il part à la retraite.

Nous allons faire en sorte que ce document soit désormais disponible le plus rapidement possible. Mais il faut avouer qu'ici aussi, ce sont plusieurs services qui concourent à la production de ce document. Des vérifications sont faites pour éviter les erreurs. De sorte que nous soyons sûrs que la personne qui part à la retraite remplit les conditions pour avoir droit à une pension.

**Pourquoi un nouveau mode opératoire pour les mises à disposition ?**

C'est parce que nous avons constaté un peu de désordre des fonctionnaires qui, pour une raison ou pour une autre, demandent à être mis à la



La rédaction Web de Fraternité Matin a fait l'objet d'attraction. (PHS : JOSEPHINE KOUADIO)

disposition d'un service. Alors que la demande n'a pas été traitée de manière entière pour que l'administration se prononce, ce fonctionnaire abandonne déjà le service ou

d'une formation adaptée. Des fonctionnaires ont souvent le sentiment que ce n'est pas possible. C'est comme vous ne pouvez pas être douanier et subitement vous voulez

mettre de l'ordre. Je comprends que cela a eu des effets collatéraux qui créent des désagréments. Mais au stade où en était, c'était nécessaire. En même temps,

**L'Ena contournée pour les nominations**

Non, l'Ena n'est pas contournée. Lorsque la crise militaro-politique a éclaté, des jeunes gens ont eu à manier des armes. Et dans le processus de désarmement et de réinsertion, c'était un problème hautement sensible. Si cette question n'est pas réglée de façon raisonnable et politique, c'est une bombe à retardement : des milliers de gens qui ont appris à se servir des armes et qui se baladent dans la nature. Des pays qui n'ont pas résolu ce problème, continuent d'en souffrir. On assiste à des rebellions incessantes, parce qu'on n'a pas tiré les leçons d'une première rébellion. En tenant compte de cette situation, l'Etat a inséré un certain nombre de ces jeunes à la Fonction publique.

Il y a eu deux aspects. Un premier aspect traité par les Accords de Ouagadougou et puis après, lorsque le Président Alassane Ouattara est arrivé au pouvoir, il y a eu un second contingent qui a été intégré sans passer par les écoles de formation, notamment l'Ena. Il y a un contingent de 1900 voire 2000 à la douane. Un groupe a été mis aux impôts. Cela s'est fait après une formation accélérée, après vérification de leurs diplômes.

Aujourd'hui, ils font convenablement leur travail. Mais passer par l'Ena ne signifie pas que vous serez forcément nommés. C'est une école de formation prestigieuse, certes, mais cela n'ouvre pas nécessairement la porte à une nomination. La

Constitution confère au Président de la République de nommer aux emplois supérieurs de l'Etat. Donc, il n'y a pas de contournement. Les nominations se font en fonction de leurs dossiers et par nécessité de service, ainsi que du pouvoir discrétionnaire du Président de la République. Il existe un réseau des anciens de l'Ena. Mais la raison d'être des membres n'est pas de se prononcer sur les nominations, encore moins sur les formations dans cette institution. Cette association a pour but de s'occuper de divers problèmes des anciens énarques. Mais, elle n'a pas vocation à se substituer au pouvoir et aux formateurs. Il faut que cela soit clair une bonne fois pour toutes ! On ne contoume pas l'Ena !

**Les droits seront payés aux ayants droit. Si le fonctionnaire a travaillé, qu'il avait droit à son salaire et que malheureusement il est passé de vie à trépas, ses ayants droit pourront bénéficier du rappel, après vérification.**

il est affecté. Nous avons mis de l'ordre dans ce processus. Ainsi, tous ceux qui aspirent à être détachés auprès d'un service précis ont un délai tout comme les différentes administrations pour réagir. Le service de départ est-il d'accord pour laisser partir l'agent ? Le service d'accueil émet-il un avis favorable ? L'administration elle-même valide-t-elle cette mise à disposition ? C'est pourquoi, nous avons changé le mode opératoire pour éviter de travailler comme par le passé, de façon empirique.

devenir administrateur civil. Il est vrai que dans les deux cas vous pouvez être des administrateurs, mais, il y a des correspondances, des spécificités, des familles d'emploi et il y a des qualifications à avoir. Cela doit être assorti d'une formation adaptée. Généralement, nous recevons des demandes qui ne tiennent pas compte de ces critères. Les gens pensent que c'est leur droit, certes, mais cela doit se faire de manière encadrée.

**Fonctionnaires sans poste**

Lorsque nous avons fait le point sur ces fonctionnaires sans poste, il y en avait à peu près 500. Mais depuis lors, ce chiffre a chuté à 326. Vous connaissez aussi la situation que notre pays a vécue pendant des années et le désordre qui s'en est suivi. Il a fallu

ceux qui sont dans cette situation, il faut faire un diagnostic, établir une cartographie claire des besoins et les redéployer. Ces agents sont en voie de redéploiement. Je pense que d'ici quelque temps, tout cela ne sera qu'un souvenir pour ces personnes. Ce sont des situations qui nous interpellent. Nous nous attachons progressivement à les résoudre, sans créer d'autres problèmes.

**Décès des fonctionnaires avant le premier mandatement**

Les droits seront payés aux ayants droit. Si le fonctionnaire a travaillé, qu'il avait droit à son salaire, et que malheureusement il est passé de vie à trépas, ses ayants droit pourront bénéficier du rappel, après vérification.

- Coordination :  
 Marc Yevou  
 Retranscription  
 Bamba Aboubakar  
 Anoh Kouao  
 Casimir Djezou  
 Christian Dallet  
 Isabelle Somian  
 Marcel Appena  
 Franck Yao  
 Émiline Pèhé  
 Francis Kouamé  
 Guy Assane Yapi  
 Dramous Yéfi  
 Jean Kouika Bavane  
 Édouard Koudou

**Demain la suite des échanges**

Enseignement supérieur

# 38 universités américaines s'ouvrent aux élèves et étudiants

L'espace Crrae-Umoa au Plateau, a abrité la deuxième édition de la foire des Universités américaines, le samedi 21 septembre.

L'espace Crrae-Umoa au Plateau, a abrité la deuxième édition de la foire des Universités américaines, le samedi 21 septembre.

Elle a été ouverte par Mme Katherine Brucker, chargé des Affaires à l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire.

Ce rendez-vous de l'enseignement supérieur a permis aux élèves, étudiants et parents de s'entretenir avec les responsables de ces universités sur les tests de préparation afin de leur permettre d'avoir toutes les informations et opportunités qui s'offrent à eux et qui peuvent les emmener à s'inscrire dans les universités de leur choix.

L'occasion a été belle pour Mme Katherine Brucker de se féliciter de cette rencontre d'ouverture d'opportunités aux participants : « La taille de l'Éducation Usa Fair (Foire des universités américaines) de cette année ainsi que le nombre et l'éventail des écoles pré-



La Côte d'Ivoire envoie plus d'étudiants aux États-Unis que tout autre pays francophone de l'Afrique de l'Ouest. (PHOTO : DR).

sentes démontrent l'importance de l'éducation en Côte d'Ivoire, et pour nous tous à l'Ambassade des États-Unis », a-t-elle souligné, avant d'indiquer que la Côte d'Ivoire envoie plus d'étudiants aux États-Unis que tout autre pays

francophone de l'Afrique de l'Ouest. « Avec presque 1 400 étudiants aux États-Unis, le nombre d'Ivoiriens étudiants aux États-Unis a augmenté de près de 40% au cours de ces dernières années, donc une très forte croissance par rap-

port au reste de l'Afrique subsaharienne. Les universités et collèges américains ont remarqué cette tendance et ont fait de leur priorité de vous recruter », a expliqué la diplomate. Selon elle, cette forte tendance a une longue histoire. « Les

Ivoiriens ont choisi de se former aux États-Unis et cela depuis des décennies. Choissant les universités américaines quand d'autres en Afrique francophone se tournaient vers l'Europe et non des moindres, le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara (Université de Pennsylvanie) », a-t-elle souligné.

À l'en croire, c'est plus de 4 500 établissements d'enseignement supérieur qui sont accrédités avec des programmes exceptionnels dans divers domaines d'études. Ce qui fait de l'enseignement supérieur américain le plus dynamique au monde.

S'appuyant sur ces considérations, elle a donc invité les élèves, étudiants et parents à s'intéresser aux Universités américaines. « Je vous encourage à mettre à profit ce salon afin d'en savoir plus sur ce que chacune de ces écoles ont à offrir. Venez ensuite visiter notre Éducation Usa Center (le

centre pour les études aux États-Unis) à l'Ambassade pour une assistance consultative gratuite sur le processus d'admission dans les universités américaines », a-t-elle exhorté.

Des établissements d'enseignement au Ghana, au Rwanda et au Liban, accrédités par les États-Unis, ont également participé à la foire.

À noter par ailleurs qu'il a été mis sur pied depuis quatre mois, un réseau des personnes diplômées des Universités américaines, dénommé « des alumni U S-Côte d'Ivoire ». Cette association regroupe en son sein des personnalités comme : Thierry Tanoh (Harvard), Patrick Achi (Stanford), Fidèle Sarassoro (Université d'Illinois à Champaign-Urbana), Kaladji Fadiga (Kellogg), et Koffi Georges Bolamo (Columbia).

JEAN BAVANE KOUIKA

## Brigade de l'assainissement et de la salubrité

# Les agents exhortés au professionnalisme

En prélude à sa présentation officielle prévue en octobre prochain, la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass), Anne Désirée Ouloto, a rendu visite, jeudi dernier, à Cocody, aux agents de la toute nouvelle Brigade de l'assainissement et de la salubrité (Bas), créée en remplacement de l'ex-Brigade de la salubrité urbaine. Elle a, à l'occasion, engagé le personnel à être à la hauteur des ambitions du gouvernement et de produire des résultats tangibles. Anne Ouloto a, après avoir écouté les préoccupations des agents de la Bas, trouvé les

mots justes pour les rassurer. Elle leur a réitéré son appel au professionnalisme et au sérieux dans l'exécution de leur mission. Toujours dans son adresse, la ministre a fait l'historique de la brigade créée par décret du 4 octobre 2007 portant création de l'ex-Anasur et exposé les raisons qui ont motivé la création d'une nouvelle Brigade. « Force a été de constater que les résultats produits par l'ex-Brigade de la salubrité sont restés bien en-deçà des attentes. L'insuffisance de formation des agents, le sous-équipement, l'absence de civisme et le racket ont gan-

gréné la structure », a regretté Anne Ouloto. Avant d'avertir que le racket est un fléau qui porte fortement atteinte aux actions de lutte contre les incivilités. « Si nous voulons être efficaces, il vous faut abandonner ce phénomène qui est une véritable plaie pour la bonne gouvernance », a-t-elle mis en garde. Soulignant que les agents de la Bas, encore appelée Brigade verte, seront évalués, tracés, suivis et contrôlés. Le Commissaire Pamphile Téhé, commandant de la Bas, a traduit la joie et la fierté de son personnel à recevoir la visite de l'autorité de tutelle pour la quatrième fois durant le pro-

cessus de mise en place de la brigade. « Cela est le signe de la grande estime que la ministre porte à notre unité », a-t-il relevé dans son mot de bienvenue.

Le porte-parole des agents, Joseph Olivier Lognon Gnahoré, a, au nombre des doléances, souhaité la préservation des « acquis du personnel », notamment, un contrat à durée indéterminée pour les agents civils, l'assurance maladie, le salaire en vigueur, la mutuelle et la flotte téléphonique. Il a plaidé, en outre, pour l'instauration d'une prime de salissure et d'un profil de carrière, la dotation en moyens matériels de

protection et de mobilité pour plus d'efficacité.

La rencontre s'est achevée par une visite guidée des locaux de la Bas, un duplex de neuf pièces, avec six bureaux, une

grande salle de conférences, un magasin et des toilettes.

GERMAIN GABO  
INFO : MINASS

## CHERS LECTEURS

« C'EST VOUS QUI LE DITES » est la rubrique qui vous est dédiée, les lundis, jeudis et samedis.

Avec vos mots et dans votre style, dites -nous ce qui vous tient à cœur. Vous pouvez grogner, féliciter, proposer, dénoncer...

(Écrivez-nous aux nouvelles adresses suivantes : [amedee.assi@fratmat.info](mailto:amedee.assi@fratmat.info))

Renforcement des capacités des jeunes Africains

# La Côte d'Ivoire adhère bientôt au Programme de la Banque mondiale

L'initiative du groupe permet de recruter les jeunes diplômés, à la fois des universités et des instituts supérieurs de formation, l'objectif étant de soutenir les pays en développement.

**R**éçu en audience, hier par le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara au Plateau, Ousmane Diagana, vice-président du groupe de la Banque mondiale en charge des ressources humaines, a annoncé que la Côte d'Ivoire se prépare à adhérer au Programme de renforcement des capacités des jeunes africains initié par la Banque. « Nous sommes en Côte d'Ivoire pour finaliser et signer l'adhésion du pays au programme de renforcement des capacités des jeunes africains », a déclaré le représentant de la Banque mondiale qui effectue depuis le 20 septembre en Côte d'Ivoire, une visite de travail de quatre jours qui a pris fin hier. Lors de ce déplacement, il avait à ses côtés, Jean-Claude Tchatchouang, administrateur de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire ainsi que 22 autres pays africains et la nouvelle directrice des opérations du groupe de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Coralie Gevers. Le programme de renforce-



Le Président de la République, Alassane Ouattara, a eu une séance de travail avec Ousmane Diagana, vice-président du groupe de la Banque mondiale en charge des ressources humaines. (PH. DR)

ment des capacités des jeunes africains, explique Ousmane Diagana est « un programme phare » au niveau de l'institution qu'il représente. Celui-ci,

soutient-il, permet de recruter de jeunes diplômés ivoiriens, à la fois des universités et des instituts supérieurs de formation au niveau national mais

également sur le plan international au profit du groupe de la Banque mondiale. L'objectif étant de soutenir les pays en développement. Au cours de

cette audience, Alassane Ouattara et son hôte, ont échangé sur les contours de cet ambitieux programme qui se présente comme une véritable opportunité pour les jeunes diplômés. « Le Président de la République nous a donné des conseils extrêmement importants pour continuer à améliorer ce programme et en faire un outil de recrutement efficace à la fois pour la Côte d'Ivoire que pour les autres pays », a confié, aux médias, Ousmane Diagana. Cet originaire de la Mauritanie connaît bien la Côte d'Ivoire pour y avoir séjourné, il y a quelques années alors qu'il était le directeur des opérations du groupe de la Banque mondiale. En rencontrant le Chef de l'Etat, selon Jean-Claude Tchatchouang qui s'est également confié à la presse, le renforcement de la coopération

entre le groupe de la Banque mondiale et la Côte d'Ivoire a été abordé. La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale entretiennent, plusieurs décennies d'excellentes relations. De 2015 à 2019, le portefeuille projets est passé de 18 à 28 et les allocations financières de 657 millions de dollars (plus de 361 milliards de FCfa) à 2,6 milliards de dollars (plus de 1 430 milliards de FCfa). Infrastructures, filets sociaux, programmes santé-éducation et les programmes jeunesse emplois, etc., sont entre autres, les secteurs dans lesquels la Banque intervient. « Nous sommes très heureux d'avoir reçu les conseils et les orientations du Président de la République pour pouvoir renforcer cette coopération », conclut Jean-Claude Tchatchouang ■

ANOH KOUAO

125<sup>e</sup> session du Conseil international du café

## La crise des prix au centre des débats

**D**epuis le 23 septembre, se tient à Londres, en Angleterre, la 125<sup>e</sup> session du Conseil de l'Organisation internationale du café (Oic) et les réunions de ses organes subsidiaires. Cet important rendez-vous ferme ses portes le 27 septembre. « Cette session du Conseil sera consacrée à la recherche de solutions pour remédier à la crise du café et à la volatilité des prix du café », explique un communiqué du Conseil transmis aux médias. À ce titre, un forum des chefs d'entreprises et des dirigeants mondiaux du secteur du café sera organisé au sein du Comité consultatif du secteur privé (Ccsp) de l'Oic. À l'issue de ce rendez-vous, une déclaration conjointe sera faite, accompagnée d'une feuille de route comprenant des actions concrètes visant à faire face à



Aly Touré, représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des organisations internationales. (PH. DR)

la crise et à la volatilité des prix du café, à la durabilité ainsi

qu'à la transformation du secteur pour atteindre les objectifs

du développement durable. Lors de cette réunion où se tiendra également la 9<sup>e</sup> édition du forum consultatif sur le financement de l'Oic, la question visant à aider les producteurs à améliorer leur résilience face à la volatilité des prix du café et aux chocs de prix sera abordé. Ce sera autour du thème : « Faire face à la tempête, gérer efficacement les risques de prix dans la chaîne de valeur du café ». Aly Touré, représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations internationales de produits de base, prend part aux travaux pour le compte de la Côte d'Ivoire, membre de l'Oic, principale organisation intergouvernementale qui traite des questions relatives au café et promeut la coopération dans le secteur du café.

A. KOUAO

## 5<sup>e</sup> édition du forum des caisses de dépôts et consignations

### Une délégation ivoirienne à Dakar

**L**a Côte d'Ivoire, représentée par Lassina Fofana, directeur général de la Caisse de dépôts et consignations de la Côte d'Ivoire (Cdc-Ci) et Lassina Bakary, président de la Commission de surveillance, ont participé à la 5<sup>e</sup> édition du Forum des caisses de dépôt, qui a eu lieu, les 17 et 18 septembre 2019 à Dakar, la capitale sénégalaise. Ce rendez-vous est organisé par la Caisse des dépôts et consignations du Sénégal. Cette rencontre, une première en Afrique subsaharienne, a traité des thèmes de la mobilisation des fonds en déshérence, de l'épargne des diasporas en faveur du développement et des infrastructures sociales, selon une note des services de la Cdc-Ci. À l'occasion, trois nouvelles caisses de dépôt ont été accueillies cette

année lors de ce forum à savoir celles du Burkina, du Niger et de la Côte d'Ivoire. Le « Forum des caisses de dépôt » est une plateforme d'échanges et de dialogue entre institutions financières chargées de collecter, gérer et utiliser l'épargne ou toute forme de ressources publiques d'investissement, au service du développement économique et social. Lancé en 2011 à Marrakech, au Maroc, ce rendez-vous réunit tous les deux ans, les membres dont les activités sont guidées par les principes de la protection, de la sécurité et du rendement des fonds confiés par mandat public. Il assure également la promotion du développement de l'épargne longue et de sa transformation pour des financements longs, dans le respect du principe de neutralité de l'investissement. ■

A. K.

Redynamisation du secteur de l'Import-Export

# Des acteurs renforcent leurs capacités

La cérémonie de lancement du programme de formation s'est tenue hier à la Chambre de commerce et d'industrie.

Ce sont 600 acteurs - 450 salariés et 150 dirigeants et chefs d'entreprise - intervenant dans le domaine de l'Import-Export qui verront leurs capacités renforcées par les cabinets Bloom Consulting et Ccde, dans le cadre d'un projet de formation à la maîtrise des procédures de gestion d'une Pme et en anglais, piloté par le Fonds de développement de la formation professionnelle (Fdfp). La cérémonie officielle de lancement du projet s'est déroulée hier à l'auditorium de la Chambre de commerce et d'industrie (Cci-Ci) au Plateau. Pendant 11 mois, le personnel, les cadres et dirigeants de 150 petites et moyennes entreprises vont être formés à la maîtrise de la réglementation générale du commerce extérieur à travers le régime juridique des importations et des exportations en Côte d'Ivoire. Les auditeurs apprendront également à identifier les documents exigibles, prévenir les impayés et réduire les coûts



Affiba Godé (au centre) a dit l'importance que le Fdfp attache à la réussite du projet pour le positionnement des Pme dans ce secteur. (PH: DR)

des litiges internationaux. En plus d'acquiescer de l'autonomie dans la gestion et le suivi efficace d'un portefeuille clients à l'export, les bénéficiaires du programme devront maîtriser le processus de dédouanement à travers le Guichet

unique du commerce extérieur (Guce) et les derniers outils de

gestion des opérations du commerce international. Ils seront aussi édifiés sur les techniques modernes de gestion d'une Pme et la communication écrite et orale en anglais. Pour ce faire, des phases théoriques, pratiques et de suivi en entreprise sont prévues. Représentant le secrétaire général du Fdfp, Affiba Godé, conseiller-formation, a exprimé la volonté de son institution de renforcer la place des Pme dans le secteur de l'Import-Export en levant les obstacles liés notamment à la méconnaissance du fonctionnement du Guce et du manque de vision stratégique des dirigeants. « En donnant son accord pour le financement de cette formation, le Fdfp veut apporter des solutions à ces problèmes qui sont de nature à plomber l'évolution des Pme du secteur Import-Export », a-t-elle déclaré. Quant à Maurice Koué, Dg du Ccde, s'exprimant au nom des

deux cabinets, il a réaffirmé l'engagement de leurs structures respectives à donner le meilleur elles-mêmes pour outiller efficacement les auditeurs. À ces derniers, Maurice Koué a demandé une assiduité totale aux différentes séances. « Je voudrais vous dire que vous avez été choisis parmi tant d'autres, pour lancer un projet pilote dans un secteur dont l'importance n'est plus à démontrer. La suite de ce projet dépend de l'intérêt que vous aurez manifesté à travers la ponctualité, l'assiduité et la participation active aux différentes sessions de formation », a-t-il lancé. Pour sa part, Joseph Amissa, président du Mouvement des Pme (Mpme) a dit sa satisfaction de voir des patrons et jeunes ivoiriens être formés dans un secteur où les nationaux doivent être davantage présents ■

ABOUBAKAR BAMBA

## Journées nationales promotionnelles des Pme

### La digitalisation au cœur des travaux

La 8<sup>e</sup> édition des Journées nationales promotionnelles des PME (Jnppme 2019) s'ouvre aujourd'hui, au Palm-Club d'Abidjan, lycée technique, autour du thème : « Les Tic et le développement des Pme : enjeux, défis et stratégies ». Pendant trois jours, les opérateurs économiques, les banquiers, les structures spécialisées dans la digitalisation et les services publics impliqués dans le développement des Petites et moyennes entreprises vont évaluer l'impact des Tic sur l'augmentation des performances des Pme en général, et des Pme ivoiriennes en particulier, puis proposer des voies et des méthodes pour accélérer l'appropriation de celles-ci par les petites et moyennes entreprises. Selon la fédération ivoirienne des Pme, la promotrice de l'évènement, les travaux permettront notamment de faire un état des lieux de la politique nationale de numérisation et de digitalisation des services de l'Administration publique. Ces travaux permettront également de faire la mise en place des infrastructures de base notamment le déploiement de la fibre optique ; d'apprécier le niveau d'utilisation des Tic dans la gestion quotidienne des Pme;



Le Dr Joseph Boguifo, président de la Fipme. (PH: DR)

d'identifier les facteurs limitant l'utilisation des Tic dans le fonctionnement et la gestion des Pme d'une part et les opportunités de création de Pme dans le domaine des Tic d'autre part ; de proposer des solutions Tic adaptées aux besoins spécifiques des Pme; de faire connaître les produits des Pme du secteur des Tic et de permettre aux start-Up de vulgariser leurs solutions actuelles. Les journées nationales promotionnelles des Pme de cette année, se tiennent dans un contexte marqué par la faible digitalisation des petites et moyennes entreprises nationales, malgré l'impact positif avéré de l'appropriation des

Tic sur le chiffre d'affaires des sociétés commerciales. Selon la Fipme, des contraintes structurelles et financières alourdissant les charges de ce type d'entreprise n'encouragent pas toujours l'appropriation par elles, des Tic. « Ce qui constitue un désavantage supplémentaire tant il est avéré que les Tic ont un impact certain sur la productivité et la compétitivité des entreprises », pense la fédération patronale des Pme. Qui trouve impérieux d'initier des actions en faveur de leur vulgarisation dans le secteur des Pme en tant qu'outils modernes de compétitivité. « Il faut réussir le couplage Pme-Tic autant dans la pratique que dans l'esprit des acteurs sociaux afin de bâtir une communauté d'acteurs économiques armés aux évolutions technologiques actuelles », souligne la Fipme. Se voulant un référentiel stratégique en termes d'activités de promotion des Pme, les Jnppme 2019 sont organisées par la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises, en partenariat avec le Secrétariat d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme ■

DAVID YA

#### RAPPEL DE LA HAUTE AUTORITE POUR LA BONNE GOUVERNANCE

HAUTE AUTORITE POUR LA BONNE GOUVERNANCE



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

#### COMMUNIQUE DU PRÉSIDENT DE LA HAUTE AUTORITE POUR LA BONNE GOUVERNANCE

En application des articles 15, 16 et 18 de la loi N° 2004-494 du 10 septembre 2004 relative aux financements sur fonds publics des **Partis et Groupements politiques**, le Président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance rappelle aux **Partis et Groupements Politiques**, qu'ils ont obligation :

- De publier leurs comptes chaque année;
- De déposer au début de l'exercice budgétaire les noms, prénoms et adresses des responsables de la gestion des finances et du patrimoine;
- De remettre à la Cour des Comptes au 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle le financement est octroyé, un rapport de leurs dépenses et recettes, accompagné d'un état du patrimoine certifié par un expert-comptable agréé.

Les documents et informations exigés relèvent du contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Tout **Parti ou Groupement politique** qui n'est pas en conformité avec les textes rappelés ci-dessus, est prié de régulariser sa situation dans les meilleurs délais.

N'GOLO COULIBALY  
Commandeur de l'Ordre National

Mamadou Moussa

# « L'Observatoire permettra de renforcer la confiance entre les acteurs de l'industrie financière de détail »

Dans le cadre du renforcement du système financier national, le gouvernement a entrepris plusieurs réformes. Le Secrétaire exécutif de l'Observatoire de la qualité des services financiers de Côte d'Ivoire explique les enjeux de la création de cette structure.

## Qu'est-ce que l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire ?

Créé par décret n° 2016-1136 du 21 décembre 2016, l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI) a pour principales missions de contribuer à l'amélioration de la qualité des produits et services financiers de détail ; la protection des consommateurs desdits produits et services ; la diffusion de la culture financière. Fruit d'un partenariat entre le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale. Il est rattaché au ministère de l'Économie et des Finances et constitue un instrument de gouvernance, gratuit d'accès, inclusif et équitable.

L'OQSF-CI se place au cœur de la relation entre les fournisseurs de services financiers et les consommateurs. Les fournisseurs regroupent les établissements de crédit, les systèmes financiers décentralisés, les émetteurs de monnaie électronique, les sociétés d'assurance et les services de la poste. Quant aux consommateurs, ce sont à la fois des particuliers ou personnes physiques, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

## Quelles sont les raisons qui ont motivé sa création ?

L'avènement de l'OQSF-CI participe de la mise en œuvre d'une réforme supranationale visant à améliorer l'inclusion financière, les conditions de financement des économies et la protection des consommateurs de produits et services financiers au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En d'autres termes, il s'agit de satisfaire une exigence de compétitivité de l'économie ivoirienne en proposant aux consommateurs, en permanence, des produits et services financiers plus adaptés, de meilleure qualité et à moindre coût, grâce notamment à la construction d'un secteur financier inclusif, innovant et plus efficace.

## Avec sa création, qu'est-ce qui va changer dans le fonctionnement du secteur financier ivoirien ?

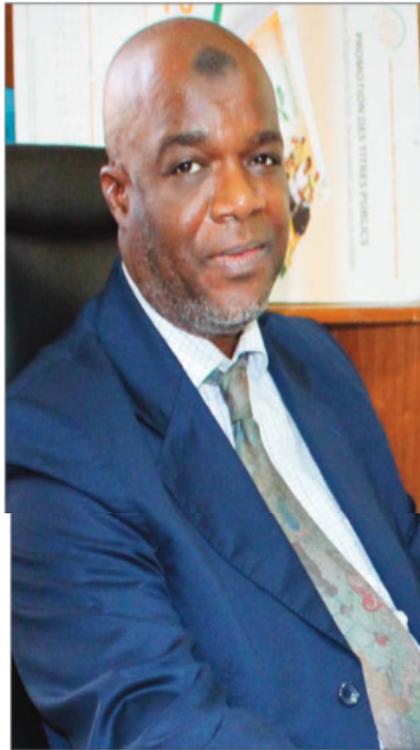
Au regard de ses principales

missions, l'avènement de l'Observatoire permettra d'améliorer l'offre de produits et services financiers de détail, de renforcer la protection des consommateurs desdits produits et services et de contribuer à l'éducation financière de la clientèle des fournisseurs de services financiers et du public en général.

Par ailleurs, la présence de l'Observatoire permettra de renforcer la confiance entre les acteurs de l'industrie financière de détail. Plus généralement, l'OQSF-CI aidera à mener des réflexions et des activités de plaidoyer et à formuler des recommandations visant à renforcer l'efficacité du système financier ivoirien.

## Quels avantages pour la population ?

À travers son dispositif de conciliation et de médiation financière et le déploiement de sa future application de gestion en ligne des plaintes, l'OQSF-CI facilitera la saisine de ses services, en cas de litiges, ainsi que le traitement des requêtes des consommateurs des produits et services financiers. Le programme d'éducation financière de l'Observatoire contribuera à accroître les connaissances du public en matière de finances de détail, à l'informer de ses droits ainsi que des voies de recours possibles et, au-delà, à le sensibiliser à l'adoption des bons comportements financiers. La mise en service prochaine



tra d'améliorer la compréhension des clients et usagers, de promouvoir la transparence et de favoriser la comparabilité.

## Quels avantages pour les établissements financiers ?

Pour les établissements de crédit et, plus généralement, pour les acteurs de l'offre, l'un des principaux atouts de

politiques et de procédures assurant à leurs produits et services, les standards de qualité escomptés.

Autre avantage et non des moindres, en promouvant le règlement amiable des différends, dans le cadre de la médiation financière, l'Observatoire ambitionne de contribuer à la réduction du nombre

d'un large consensus à l'échelle de l'écosystème, l'Observatoire représente, pour les acteurs de l'offre, à la fois un cadre de rencontre et d'échange avec les consommateurs et un vecteur de consolidation de leur ancrage sociétal et, surtout, de promotion de l'éthique financière.

## Quel sera l'impact de cette structure sur l'augmentation du taux de bancarisation et l'accès au financement bancaire, deux préoccupations essentielles de la population ?

Au-delà de l'objectif d'amélioration du niveau de bancarisation et son corollaire emblématique d'accès au crédit, à terme, l'action de l'Observatoire devrait induire un renforcement de l'inclusion financière.

Dans un contexte de promotion des initiatives de rationalisation des tarifs (Low Income Banking, Low Income Insurance), ceci devrait être possible grâce notamment : au suivi de la qualité de l'offre de produits et de services financiers et à l'instauration d'une saine concurrence entre les fournisseurs concernés, entre autres, à travers l'animation d'un site comparateur ; à une meilleure sensibilisation des consommateurs aux enjeux de la finance de détail et à une bonne compréhension des produits et services financiers relatifs ; à la promotion d'approches alternatives permettant d'établir et de maintenir des relations de confiance entre les acteurs de l'industrie.

L'observatoire comprend trois organes : un Conseil d'orientation, un Secrétariat exécutif et une Médiation financière. Quel est le rôle de chacun d'eux ?

Composé de 15 membres, nommés par arrêté du ministre chargé des Finances, le Conseil d'Orientation est présidé par le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il comprend des acteurs clés de l'écosystème financier national et a pour principales attributions : de définir les orientations et d'approuver le programme d'activités ; d'approuver le règlement intérieur et les règles de procédures essentielles ; de superviser le bon fonctionnement du dispositif de médiation

financière ; d'adopter le rapport annuel de l'Observatoire et celui sur la médiation financière.

Placé sous la responsabilité du Conseil d'Orientation, le Secrétaire Exécutif est chargé notamment d'assurer la gestion administrative et financière de l'OQSF-CI, d'exécuter le programme d'activités ainsi que les décisions du Conseil et de représenter l'Observatoire dans les actes de la vie civile. Quant au Médiateur Financier, il a pour principale attribution de favoriser la conclusion, par les parties qui le sollicitent, d'un accord en vue de la résolution amiable et rapide de leur différend. Il émet ses avis en toute indépendance.

## Quelles vont être vos priorités ?

Trois priorités sous-tendent notre objectif global d'opérationnalisation de l'OQSF-CI à brève échéance. Il s'agit de doter l'Observatoire d'un système d'information, conforme aux standards, comprenant notamment un site comparateur des conditions des services financiers et une application de gestion des plaintes ; de faire connaître progressivement l'OQSF-CI, par le plus grand nombre, à travers la mise en œuvre d'un plan de communication et de sensibilisation ; de tendre vers le financement optimal de nos activités, notamment en mobilisant les ressources et capacités nécessaires, au-delà de la contribution, somme toute appréciable, de l'État ivoirien.

## Quelles sont les relations de l'OQSF-CI avec l'Agence de Promotion de l'Inclusion financière en Côte d'Ivoire (APIF-CI) ?

Sans contrarier nos missions respectives, notre collaboration vise à créer et à favoriser la synergie d'action en faveur de l'inclusion financière. Au-delà de l'APIF-CI et d'autres structures gouvernementales concernées, cette collaboration a vocation à s'étendre à l'ensemble des acteurs de l'écosystème de la finance de détail.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR AMÉDÉE ASSI ET DAVID YA

“ L'avènement de l'OQSF-CI participe de la mise en œuvre d'une réforme supranationale visant à améliorer l'inclusion financière, les conditions de financement des économies et la protection des consommateurs de produits et services financiers au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). ”

d'un site comparateur des conditions des fournisseurs de services financiers, assorti d'une version mobile, permet

l'OQSF-CI réside dans sa vocation à susciter une saine émulation en évaluant, périodiquement, la mise en œuvre de

de litiges entre les fournisseurs de services financiers et leurs clients. Enfin, à travers la construction

